

GRÈVE DANS LES ÉTABLISSEMENTS À PARTIR D'AUJOURD'HUI Vers l'embrasement du secteur de l'éducation

Les syndicats du secteur de l'éducation nationale sont montés au créneau et appellent à des mouvements de grève pour dénoncer le statut 240/12 des travailleurs du secteur. Ils protesteront, cependant, en rangs dispersés. Le Cnapest appelle à deux jours de grève à partir d'aujourd'hui. Le CLA et l'Unpef comptent débrayer mercredi et le Snapest réunira le bureau national demain, pour fixer la date de la protestation.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Le secteur de l'éducation s'embrace de nouveau. Les établissements scolaires risquent une forte perturbation, moins d'un mois avant les vacances de fin d'année. Plusieurs appels à la grève ont été lancés par les syndicats pour revendiquer la réouverture des négociations sur le statut 240/12 des fonctionnaires du secteur.

Le Cnapest (Conseil national autonome des professeurs de l'enseignement secondaire et technique), le Snapest (Syndicat national autonome des professeurs de l'enseignement secondaire et technique) le CLA (Conseil des lycées d'Algérie) et l'Unpef (Union nationale du personnel de l'éducation et de la formation) se mobilisent pour paralyser les établissements à partir d'aujourd'hui. Ces derniers ont, par contre, opté pour des dates différentes.

Le Cnapest, qui a réuni son conseil national samedi dernier, a décidé de deux journées de grève à partir d'aujourd'hui. En plus de la révision du statut particulier, ce syndicat appelle à l'ouverture du dossier de la médecine du travail et de postes aména-

gés, la régularisation des enseignants du technique en les intégrant dans leur catégorie de base ou en qualité d'enseignants du secondaire et leur permettre de bénéficier de la promotion et l'intégration, notamment en tant que formateurs, selon l'ancienneté exigée pour ces postes et le règlement de la situation financière des enseignants principaux.

Il demande aussi la régularisation des enseignants du Sud, l'accès au logement de fonction et l'accélération de la mise en place de la commission chargée des œuvres sociales.

L'Unpef et le CLA appellent leurs adhérents à un débrayage mercredi, suivi d'un rassemblement national le même jour.

L'Unpef demande la régularisation de la situation de tous les travailleurs du secteur lésés par le nouveau statut et le CLA exige des promotions automatiques tous les cinq ans avec réduction du volume horaire, la réduction de la durée d'avancement, l'intégration des PTLT en tant que PES et des corps communs comme fonctionnaires du secteur de l'éducation, la création de postes aménagés et le droit à



Photo : Samir Sid

Les établissements scolaires paralysés plusieurs fois par semaine.

une année sabbatique tous les cinq ans. Le Snapest, de son côté, décidera demain de la date et de la forme de la protestation.

Par ailleurs, les enseignants des wilayas du Sud et des Hauts-Plateaux, qui demandent le calcul des primes et des indemnités

sur le nouveau salaire de base, reconduisent leur mouvement de grève de trois jours par semaine.

Les syndicats tiennent à lancer un premier avertissement au ministère de tutelle pour se pencher sur leurs revendications avant de durcir le ton.

Cependant, pour le ministre de l'Éducation nationale, qui estime que la majorité des préoccupations des fonctionnaires ont été satisfaites «le statut particulier ne peut être rouvert tous les six mois».

S. A.

Les adjoints de l'éducation nationale en grève

La Coordination nationale des adjoints de l'éducation nationale, affiliée à la SNTE renoue avec la protestation. Elle projette une grève nationale et un sit-in devant le ministère de tutelle mardi.

Selon le coordinateur national de la CNAE, Fertaki Mourad, les adjoints de l'éducation nationale, réunis «en urgence» samedi dernier à Sétif pour débattre de la situation de leur corporation, ont décidé de reprendre le chemin de la protestation. À travers cette énième grève, les adjoints de l'éducation tout en dénonçant la passivité de la tutelle dans le traitement de leurs revendications réclament l'accélération de l'application des points contenus dans le procès-verbal rédigé par les deux parties.

Il s'agit notamment de la clarification des mécanismes de promotion à la classe 10 et la prise en compte du plan de carrière dans le calcul des rémunérations.

F. B.

SANTÉ

Le SNPSP renoue avec grève et sit-in

Les praticiens de la santé publique perdent patience. Après une courte trêve, leur syndicat renoue avec la contestation. Le SNPSP appelle à une grève de trois jours à compter de lundi prochain. Un avant-goût sera donné dès mercredi avec l'organisation d'un sit-in devant le ministère de tutelle. Son président dénonce la non-prise en charge d'une plateforme de revendications en suspens depuis de longues années.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Aucune volonté politique de régler les problèmes posés par le Syndicat national des praticiens de santé publique (SNPSP). C'est le constat auquel est arrivé son président qui, excédé par les nombreuses fins de non-recevoir du ministère de la Santé, a fini par saisir la justice.

Le D^r Merabet indiquait hier que son syndicat avait en effet

intenté une action en justice contre le ministère de la Santé pour non-application de dispositions réglementaires contenues dans le statut particulier.

En effet, pas moins de 4 000 praticiens attendent toujours de pouvoir passer à des grades supérieurs. Un droit qui leur est conféré par leur statut mais qui leur est toujours refusé depuis de longues années.

Le SNPSP qui appelle ses adhérents à une grève les 22, 23 et 24 avril prochains compte également organiser, dès ce mercredi, un rassemblement devant le siège du ministère de la Santé pour exiger la prise en charge de la plateforme de revendications contenant plusieurs points.

En tête de liste, l'application de l'accord négocié en 2011 sur le projet d'amendement du statut particulier des praticiens de santé publique.

Le SNPSP exige l'application de l'article 19 du statut particulier relatif à l'accès au grade de principal et de principal-chef. Le D^r Merabet, qui animait hier une conférence de presse, a fait savoir que son syndicat exigeait



Photo : NewPress

4 000 praticiens attendent toujours de passer à des grades supérieurs.

également une équivalence directe entre anciens et nouveaux diplômés de médecine dentaire et de pharmacie.

En effet, depuis que les deux cursus ont été rallongés d'une année pour les deux spécialités, les pharmaciens et les dentistes issus de l'«ancien» système doivent subir une équivalence pour pouvoir être classés au même grade que ceux de l'actuel système en dépit de leur expérience. Une aberration pour le président du SNPSP qui exige une équivalence directe.

Il revendique également la promulgation du régime indemnitaire transversal dans les termes négociés en 2011 avec application dès

janvier 2008, la revalorisation des primes spécifiques à la région du Grand Sud en prenant compte des salaires actuels, le règlement des problèmes que pose l'inscription sur les tableaux des ordres professionnels et la levée de toutes les situations d'entrave à l'activité syndicale.

A Ain M'ila, M'sila et Batna pour ne citer que ces wilayas, les cadres syndicaux et les adhérents du SNPSP subissent des pressions au quotidien face au mutisme de l'administration centrale qui, aux dires du D^r Merabet, ne place visiblement pas les revendications des praticiens de la santé publique en tête de ses priorités.

N. I.

À L'ISSUE DE LA RÉUNION DE SON MADJLISS ECHOURA

Le MSP veut un report de la révision constitutionnelle

A l'issue de la réunion de son madjliss echoura qui s'est tenue entre les 11 et 13 avril 2013 à Alger, le Mouvement pour la société et la paix (MSP) a convenu d'introduire une demande auprès des autorités compétentes du pays pour reporter la révision de la Constitution après l'élection présidentielle 2014, lit-on dans le communiqué rendu public hier. Le président de madjliss echoura, Abderahmane Saïdi, souhaite que le cercle du débat sur la révision de la Constitution soit élargi et ouvert à «tous les acteurs et partenaires politiques afin qu'il y ait un

équilibre», selon le même document. Par ailleurs, il est à signaler qu'un chapitre a été réservé aux affaires de corruption qui secouent ces derniers temps le pays. Le madjliss echoura du MSP appelle à laisser la justice faire librement son travail et débusquer les personnes impliquées, quelles que soient leur fonction ou identité. La question d'un quatrième mandat pour le président de la République Abdelaziz Bouteflika n'a pas été abordée par le madjliss echoura du MSP.

M. M.